



Le 28 février 2012

Madame l'Ambassadrice,

Ces cinq derniers mois – octobre 2011 à février 2012 - ont été marqués par une augmentation inquiétante du nombre d'enlèvements, notamment à l'intérieur et autour de Colombo. Sur 29 personnes enlevées et 3 disparues signalées dans les médias, aucune n'est rentrée chez elle depuis.

La découverte du corps d'un homme carbonisé dans une petite rue de Narahenpita, Colombo 5, le matin du 13 février a renforcé ces inquiétudes. Dix corps ont été découverts en février, sans compter sept enlèvements et une personne disparue à Jaffna, dont le corps a ensuite été retrouvé.

On compte parmi les personnes enlevées des militants sociaux, des hommes d'affaires et des personnes que la police qualifie de criminels et de personnes « louches ».

Le fait de dire que les personnes enlevées appartiennent à la pègre est le signe d'un nouvel élément de « nettoyage social » utilisé pour rallier le soutien du public pour ces meurtres et détourner l'attention du fait que ces enlèvements sont l'expression d'un effondrement de l'Etat de droit à Sri Lanka.

Dans le contexte d'insécurité croissante de ces derniers mois, le leader sri-lankais Herman Kumara, secrétaire général du Forum mondial des populations de Pêcheurs (WFFP) et du Mouvement de solidarité nationale des pêcheurs (NAFSO), a poussé les autorités à garantir sa sécurité suite aux menaces de mort qu'il a reçues après la manifestation des pêcheurs contre la récente hausse des prix du carburant.

Vous trouverez ci-joint à titre d'information le rapport de la BBC du 26 février.

Le CCFD-Terre Solidaire, qui œuvre en association étroite avec NAFSO depuis deux ans, demande instamment à l'Ambassade de France à Sri Lanka de prendre toutes les mesures possibles pour garantir la sécurité d'Herman Kumara.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous informer des mesures de protection exceptionnelles pouvant être mises en place en cas de poursuite du harcèlement de nos collègues et défenseurs des droits de l'homme à Sri Lanka.

Veuillez agréer, Madame l'Ambassadrice, l'assurance de notre considération très distinguée.

Bernard Pinaud
Délégué général